

*Affaires courantes*

ronnement et le caractère historique des édifices et du site de la Colline parlementaire à Ottawa.

Monsieur le Président, ces pétitionnaires demandent, d'autre part, que les députés conservent leur stationnement tel quel, à savoir un stationnement à l'arrière des édifices du gouvernement, et à l'extérieur, comme celui des travailleurs d'usines, et déclarent que le gouvernement du Canada a d'autres priorités que d'aménager un stationnement et un centre commercial sur la Colline parlementaire.

[Traduction]

## LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**M. Gilbert Parent (Welland—St. Catharines—Thorold):** Monsieur le Président, je me joins à beaucoup de mes collègues de ce côté-ci de la Chambre pour condamner la mise en place de la taxe sur les produits et services.

J'ai le plaisir de présenter une pétition signée par des Canadiens d'un peu partout en Ontario et plus particulièrement de la circonscription de Welland—St. Catharines—Thorold.

Cet odieux projet de loi va probablement entrer en vigueur avant la fin de l'année, mais les Canadiens vont devoir en payer le prix pendant de nombreuses années. Une fois de plus, nous demandons au gouvernement d'y repenser et de renoncer à la TPS.

## L'INDEMNISATION FISCALE DES LOCALITÉS ISOLÉES ET DU NORD

**M. Robert. E. Skelly (North Island—Powell River):** Monsieur le Président, j'ai le privilège de présenter une pétition au nom des résidents de Tahsis, en Colombie-Britannique.

Presque tous les habitants de cette localité ont signé la pétition qui exhorte le gouvernement à rétablir les avantages fiscaux aux résidents du Nord et des régions isolées. Tahsis vit d'une seule industrie et se trouve actuellement dans une situation économique désespérée.

Le rétablissement de ces avantages fiscaux aiderait énormément les habitants de cette localité.

## LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, j'ai ce matin l'obligation et le devoir de déposer cinq pétitions qui ont trait au projet du gouvernement de faire payer aux Canadiens une taxe sur tous les produits et services qu'ils achètent.

Les signataires signalent que le gouvernement a porté de 9 à 13 p. 100 la taxe fédérale sur les ventes des fabricants au cours des six dernières années et qu'il s'apprête maintenant à imposer une taxe de 7 p. 100, qui sera cachée, sur tous les produits et services et que cette taxe occasionnera de graves difficultés aux Canadiens à revenu faible ou moyen, des difficultés plus sérieuses que celles des autres contribuables. De plus, elle constituera un lourd fardeau pour la petite entreprise.

Je pourrais poursuivre mais je me contenterai de dire que ces pétitionnaires implorent le Parlement de ne pas adopter cette très mauvaise taxe.

Les Britanniques ont eu leur capitation et vous voyez ce qui est arrivé à M<sup>me</sup> Thatcher, monsieur le Président. Le gouvernement impose sa TPS, et vous voyez quel sort il connaît maintenant.

## L'INDEMNISATION FISCALE DES LOCALITÉS ISOLÉES ET DU NORD

**M. Réginald Bélair (Cochrane—Supérieur):** Monsieur le Président, je veux présenter une pétition signée par des habitants de la circonscription de Cochrane—Supérieur, que je représente, plus précisément de la ville de Manitouwadge. Les pétitionnaires prient humblement le gouvernement fédéral de rejeter le rapport du Groupe de travail sur l'indemnisation fiscale des localités isolées et du Nord.

L'adoption de ce rapport par le gouvernement porterait un autre dur coup aux habitants de Cochrane—Supérieur. La perte de 5 millions de dollars entraverait sérieusement les efforts déployés par les habitants du Nord en vue d'améliorer la qualité de vie dans les régions éloignées.

## LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**M. Dave Dingwall (Cap-Breton—Richmond—Est):** Monsieur le Président, comme mon collègue, le député d'Ottawa—Vanier, j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui sept pétitions, conformément à l'article 36 du Règlement. Les pétitionnaires prient le gouvernement du Canada de retirer la taxe sur les produits et services.

Ces gens, qui viennent de l'Ontario et d'autres régions du Canada, mentionnent de façon précise dans leur pétition que la TPS proposée s'appliquera aux livres.

Comme le député d'Ottawa—Vanier, je rappelle à la Chambre que la Grande-Bretagne a imposé la capitation et vous savez ce qui est arrivé à M<sup>me</sup> Thatcher. Je peux vous assurer, monsieur le Président, que, si la TPS est adoptée par le Parlement, la même chose se produira au Canada.